TAO TCHOU

LES COMMUNES POPULAIRES VONT DE L'AVANT

EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES · PEKIN

Tao Tchou

LES COMMUNES POPULAIRES VONT DE L'AVANT

Bilan de cinq années d'expérience dans les communes populaires rurales de la province du Kouangtong

EDITIONS EN LANGUES ETRANGERES
PEKIN 1964

NOTE DE L'EDITEUR

Voici la traduction légèrement abrégée d'un article de Tao Tchou, premier secrétaire du Bureau de la Chine centrale et du Sud du Comité central du Parti communiste chinois, paru dans le *Hongqi* No 4, 1964. Cet article est le bilan de cinq années d'expérience dans les communes populaires rurales de la province du Kouangtong. Les intertitres sont de la Rédaction des Editions en Langues étrangères.

Imprimé en République populaire de Chine

Le mouvement déclenché à l'échelle nationale, en 1958, pour l'établissement des communes populaires rurales fut un événement marquant dans l'histoire de Chine. Sous la direction du Comité central du Parti communiste chinois et du camarade Mao Tsé-toung, la création des communes populaires, sur la base des coopératives agricoles de production de forme supérieure, opéra un énorme changement social dans les régions rurales dont la population totale se chiffre à plus de 500 millions d'habitants. Ces cinq dernières années, faisant preuve d'une immense vitalité, les communes populaires de la province du Kouangtong, de même que celles des autres parties du pays, ont joué un rôle extrêmement important dans l'accroissement de la production agricole, la lutte contre les calamités naturelles et la consolidation des positions du socialisme dans les campagnes. Elles ont résisté à de sérieuses épreuves et se sont affirmées avec toujours plus d'éclat. Il est évident qu'à la faveur des énormes avantages que présente le système de la commune populaire, une solution radicale sera apportée à la question agricole en Chine. La grande expérience acquise par les communes populaires en Chine et la politique adoptée à leur égard, qui va sans cesse en se perfectionnant au cours de la pratique, ajouteront un joyau absolument neuf au trésor du marxisme-léninisme.

I. La commune populaire – résultat logique du développement économique et politique en Chine

Comme on le sait, la question agricole est de la plus haute importance. Comment établir correctement les rapports entre, d'une part, l'agriculture et, d'autre part, l'industrie et les autres branches de l'économie nationale, voilà un problème économique capital qui se pose objectivement dans une société socialiste.

Marx a expliqué à maintes reprises son point de vue sur le rapport entre l'agriculture et les autres branches de l'économie dans le système capitaliste. Il fit remarquer que "le nombre des travailleurs versés dans l'industrie, etc., et complètement détachés de l'agriculture. . . est déterminé par la quantité de produits agricoles que les agriculteurs produisent en plus de leur propre consommation."[1] Il a encore écrit que "toute production de plus-value, partant tout le développement du capital, ont pour base naturelle la productivité du travail agricole. . . . Une productivité du travail agricole dépassant les besoins individuels du travailleur est la base de toute société et principalement de la production capitaliste."[2] Tout cela signifie que l'agriculture est la base du développement de l'économie nationale et que l'essor de l'industrie capitaliste dépend du développement agricole. Mais une contradiction insoluble existe entre l'agriculture et l'industrie dans la société capitaliste basée sur la propriété privée capitaliste. Le retard dans le développement de l'agriculture par rapport à celui de l'in-

[1] K. Marx: *Théorie de la plus-value.*

[2] K. Marx: *Le Capital,* vol. III.

dustrie est en général l'une des raisons les plus profondes pour lesquelles, dans les pays capitalistes, les proportions adéquates entre les différentes branches de l'économie nationale sont rompues et des crises s'ensuivent.

L'agriculture est la base du développement de l'économie nationale. Cette loi est-elle toujours valable en société socialiste? Elle l'est, et elle revêt même une plus grande importance. Après la victoire de la Révolution d'Octobre en Russie, Lénine affirmait: ". . . toutes les questions politiques, notre situation internationale s'étant améliorée, tendent vers le même point: élever coûte que coûte le rendement de l'agriculture. Cet accroissement doit amener aussi le redressement de notre industrie."[1] Que l'économie nationale doive se développer de façon planifiée et en maintenant une juste proportion entre ses différents secteurs, est une loi économique des sociétés socialistes. Et de toutes les proportions, celle existant entre l'agriculture et l'industrie est la plus importante. L'Etat de dictature prolétarienne doit donc établir correctement, au cours de l'édification socialiste, les rapports entre ces deux branches d'activité, pour faire en sorte qu'elles se développent en étroite coordination et que l'économie nationale, dans son ensemble, fasse de rapides progrès. Il faut en même temps noter que, jusqu'à présent, tous les pays du camp socialiste ont été confrontés, dans leur édification économique, avec le blocus économique et les menaces d'agression militaire exercés par l'impérialisme. C'est pourquoi ceux-ci doivent résolument appliquer le principe de compter sur leurs propres forces et réaliser l'indépendance économique s'ils veulent

[1] V.I. Lénine: "Allocution prononcée au Ier Congrès agricole de la province de Moscou, le 29 novembre 1921", *Œuvres*, tome 33.

consolider leur victoire et aider plus encore la juste cause des peuples du monde. L'indépendance économique est, bien entendu, impossible sans une industrie développée. Mais elle est également impossible sans une solide base agricole. L'expérience historique a confirmé qu'ignorer l'importance de l'agriculture dans l'édification socialiste et négliger la solution des problèmes agricoles rend impossible la création d'une industrie puissante. Si l'agriculture végète ou, pis encore, se détériore sans cesse, les proportions convenables entre les différentes branches de l'économie nationale risquent d'être bouleversées, causant ainsi d'énormes difficultés dans l'édification économique, empêchant l'édification socialiste de faire aucun progrès, même si l'industrie, à un moment donné, atteint un niveau de développement relativement élevé dans certains domaines.

Le Comité central du Parti communiste chinois et le camarade Mao Tsé-toung ont toujours attaché une grande importance à l'agriculture. Que ce soit dans la période des guerres révolutionnaires ou après la fondation de la République populaire de Chine, ils ont toujours assigné à l'agriculture une position de la plus haute importance dans l'économie nationale et réglé correctement la question des rapports entre l'agriculture et l'industrie.

Au cours de la révolution et de l'édification socialistes, le camarade Mao Tsé-toung nous a rappelé à maintes reprises que l'industrialisation socialiste ne peut se réaliser isolément et indépendamment du développement de l'agriculture socialiste, que les rapports proportionnels dans le développement de l'industrie lourde, de l'industrie légère et de l'agriculture devaient être traités correctement et qu'il fallait porter une grande attention au développement de l'agriculture et de l'industrie légère. Il décla-

rait: "La Chine étant un grand pays agricole dont plus de 80 pour cent de la population est rurale, le développement de l'industrie doit s'effectuer en même temps que le développement de l'agriculture. C'est seulement ainsi que l'industrie aura des matières premières et des débouchés, qu'il sera possible d'accumuler des fonds relativement considérables pour créer une puissante industrie lourde. . . Si notre agriculture parvient à se développer encore davantage, entraînant ainsi d'une manière correspondante un plus grand développement de l'industrie légère, cela profitera à toute l'économie nationale. Ce développement de l'agriculture et de l'industrie légère assurera des débouchés, ainsi que des fonds pour l'industrie lourde, et celle-ci se développera encore plus vite."[1] Il faut noter tout spécialement le fait que, tablant sur l'expérience pratique de l'édification socialiste en Chine, le Comité central du Parti communiste chinois et le camarade Mao Tsé-toung ont avancé la politique générale du développement de l'économie nationale avec l'agriculture comme base et l'industrie comme facteur dirigeant. Ce qui signifie que l'édification socialiste dans notre pays doit prendre le développement de l'agriculture comme point de départ, que le plan pour le développement de l'économie nationale doit être élaboré selon l'ordre: agriculture — industrie légère — industrie lourde, que le travail des différentes branches industrielles doit être rajusté selon la politique qui consiste à faire de l'agriculture le fondement de l'économie nationale et que sur cette base, un système industriel complet sera progressivement créé. L'application de cette politique

[1] Mao Tsé-toung: *De la juste solution des contradictions au sein du peuple.*

garantit le développement accéléré de la production agricole dans notre pays pour répondre le plus rapidement possible aux demandes toujours croissantes de la population urbaine et rurale en produits agricoles et subsidiaires. Elle garantit encore le développement harmonieux de l'agriculture en accord avec le développement de l'industrie, la première fournissant en abondance à l'autre des matières premières et des fonds, et lui ouvrant un vaste marché, ce qui contribuera à accélérer le développement industriel. Ce dernier permettra de son côté à l'industrie de mieux jouer son rôle dirigeant et de donner un soutien plus puissant à l'agriculture en lui fournissant des équipements modernes pour sa refonte technique et en créant les conditions adéquates pour sa modernisation. Ainsi, ayant une puissante agriculture comme base de l'économie nationale et une industrie développée comme facteur dirigeant, et en les coordonnant l'une à l'autre, on pourra assurer à l'ensemble de l'économie nationale un progrès harmonieux et très rapide.

L'expérience pratique de l'édification socialiste dans notre pays a confirmé l'entière justesse de cette politique formulée par le camarade Mao Tsé-toung. Elle exprime fidèlement les liens internes qui existent en régime socialiste entre, d'une part, l'agriculture et, d'autre part, l'industrie et les autres secteurs de l'économie. Elle a rendu manifeste une loi importante du développement de l'économie socialiste et apporte une grande contribution à la théorie marxiste-léniniste.

Quelle voie devrait prendre un pays socialiste pour trouver une solution fondamentale à la question agricole et faire en sorte que l'agriculture joue réellement son rôle de base de l'économie nationale? Il est absolument hors de question de maintenir une petite économie paysanne.

La voie de l'agriculture capitaliste à grande échelle est, quant à elle, encore plus incompatible avec le socialisme. La collectivisation de l'agriculture est la voie commune que doivent prendre tous les pays socialistes. S'en tenant strictement aux enseignements du marxisme-léninisme, notre Parti a poursuivi inlassablement la transformation socialiste de l'agriculture et entrepris l'établissement d'une agriculture socialiste sur une grande échelle. La ligne fondamentale formulée par le Parti pour la transformation de l'agriculture est d'abord de la collectiviser, puis, sur la base de la collectivisation, étendre la construction des travaux hydrauliques et de généraliser l'emploi d'engrais chimiques, insecticides et autres produits chimiques agricoles et d'entreprendre la mécanisation et l'électrification. En un temps relativement court, environ 110 millions de familles paysannes sont passées de l'agriculture individuelle à la gestion collective, et la coopération agricole fut réalisée dans les régions rurales. Cela fut réalisé, immédiatement après l'achèvement complet de la réforme agraire antiféodale, en créant des exemples types devant servir de modèle pour une vulgarisation progressive. On utilisa également à différents stades des formes de transition souples telles qu'équipes d'entraide temporaires et permanentes, coopératives agricoles de production de formes inférieure et supérieure.

La coopération dans l'agriculture a donné une grande impulsion au développement de la production agricole, portant la production de grain, coton et autres cultures du pays à un niveau jamais atteint et provoquant ainsi un nouvel essor de l'ensemble de l'économie nationale. Avec l'achèvement du Premier plan quinquennal pour le développement de l'économie nationale, la Chine a posé une base préliminaire pour l'industrialisation socialiste.

C'est ainsi que l'industrie fut en mesure d'apporter à l'agriculture un soutien important et que commencèrent à se créer les conditions matérielles requises pour la modernisation progressive de l'agriculture chinoise. En 1958, le Comité central du Parti communiste chinois établit la ligne générale qui consistait à déployer tous les efforts, aller toujours de l'avant pour édifier le socialisme suivant le principe de quantité, rapidité, qualité et économie. Ce mouvement accrut énormément l'enthousiasme du peuple du pays tout entier pour l'édification du socialisme et c'est alors qu'un grand bond en avant fut enregistré dans l'édification socialiste de la Chine. L'initiative des larges masses paysannes n'en prit que plus d'ampleur. Celles-ci réclamaient unanimement que soient jetées les bases d'une modernisation à grande échelle de l'agriculture, qu'on développe une économie diversifiée et qu'on liquide promptement le retard de l'agriculture chinoise.

Dans ces conditions, la coopérative agricole de production, en tant qu'organisation économique collective relativement petite, révéla nettement ses limitations et certaines contradictions, à savoir: la contradiction existant entre la nécessité d'une aide mutuelle et d'une coopération de plus grande envergure pour construire des ouvrages hydrauliques à grande échelle et la petite envergure de la coopérative agricole de production; la contradiction existant entre, d'une part, la nécessité de faire de multiples emplois des ressources naturelles et de développer une économie diversifiée et, d'autre part, l'économie unitaire de la coopérative agricole de production; enfin la contradiction existant entre la nécessité d'une coopération appropriée entre les coopératives agricoles de production et leur gestion séparée. Ces contradictions, ainsi que d'autres, exigeaient que les

limites imposées par l'envergure relativement restreinte des coopératives agricoles de production soient franchies. Pour résoudre ces contradictions, les masses paysannes de nombreux endroits du pays prirent l'initiative de fusionner et d'agrandir leurs coopératives agricoles de production; en certains endroits, ils allèrent même plus loin et organisèrent des fédérations de coopératives qui possédaient les caractéristiques rudimentaires de la commune populaire et en étaient en fait la forme embryonnaire.

Faisant le bilan des expériences et des innovations des masses, le Comité central du Parti communiste chinois et le camarade Mao Tsé-toung adoptèrent la Résolution sur l'établissement des communes populaires dans les régions rurales. Le mouvement des communes populaires se développa dès lors à l'échelle nationale, rapidement et sous une direction adéquate. Les communes populaires, qui sont de grande envergure, sont caractérisées par une économie variée — le développement général de l'agriculture, de la sylviculture, de l'élevage et des occupations subsidiaires en particulier — ainsi que par la fusion de l'administration du gouvernement local et de la direction de la commune; elles sont devenues depuis une nouvelle forme d'organisation sociale dans les régions rurales de Chine. Ce qui montre que l'apparition des communes populaires ne fut pas fortuite, c'est le résultat logique du développement économique et politique en Chine qui s'ensuivit.

La naissance des communes populaires a ouvert une voie encore plus sûre pour développer les forces productives de l'agriculture, la moderniser, et consolider l'économie collective socialiste. Avec l'apparition des communes populaires, nouvelle forme d'organisation

sociale, nous avons découvert, pour l'agriculture, une voie concrète de transition de la propriété collective à la propriété du peuple tout entier, une voie qui conduira victorieusement les régions rurales de Chine vers le communisme.

II. Supériorité incomparable et succès grandioses

Les cinq années écoulées depuis la naissance des communes populaires ont vu d'énormes changements se produire dans les campagnes chinoises. Et cela dans le Kouangtong comme dans toute la Chine. Le dynamisme des communes a apporté d'importants accroissements de la production agricole, des améliorations dans la vie matérielle et culturelle des paysans et des changements marquants dans l'état d'esprit du peuple. Durant ces cinq ans, la province du Kouangtong a connu deux grandes calamités naturelles d'une exceptionnelle rigueur: les grandes inondations de 1959 et la grave sécheresse de 1963. Mais ces deux grandes calamités naturelles furent surmontées grâce aux communes populaires. Il faut attirer l'attention sur le fait que, bien que la province fût privée en 1963 de précipitations suffisantes pendant 8 ou 9 mois consécutifs — la plus grande sécheresse enregistrée depuis 60 ans — la production de céréales pour l'ensemble de la province s'accrut de 550 millions de kilos par rapport à 1962. La récolte de 1963 par mou[1] de rizière dans 16 districts et régions municipales atteignit ou dépassa le quota fixé à 400 kilos par le Programme

[1] Un mou égale 1/15 d'hectare.

national pour le développement de l'agriculture (1956-1967). On enregistra également de sérieux accroissements dans la production des cultures industrielles ainsi que dans l'élevage. Comparée à 1962, la production de canne à sucre et de jute s'accrut de plus de 80 pour cent, et le cheptel porcin de 34 pour cent.

Où faut-il chercher les causes de tels miracles? Leur réalisation est due aux grands avantages des communes populaires rendus pleinement opérants. Ceci implique le développement de grands travaux.

Premièrement, un grand nombre d'ouvrages hydrauliques furent construits, travaux s'accompagnant dans certaines régions de l'introduction de la mécanisation et de l'électrification. Il en résulta une amélioration considérable des conditions de production agricole. La province compte 90.515 ouvrages hydrauliques de grande, moyenne et petite capacité, totalisant un volume de 30 milliards de mètres cubes d'eau. Abstraction faite des réservoirs servant à la production d'énergie électrique et à la prévention des inondations, ceux qui sont destinés à l'irrigation totalisent une capacité de 14 milliards de mètres cubes. Dans cette dernière catégorie on compte 22 grands réservoirs et 173 réservoirs de type moyen. Un grand réservoir et 18 réservoirs de type moyen furent construits avant 1957, tous les autres l'ont été après l'établissement des communes. La province possède actuellement un équipement électrique d'irrigation et de drainage totalisant 246.700 C.V., entièrement installé après l'établissement des communes populaires; elle possède en outre un équipement mécanique d'irrigation et de drainage se montant au total à 135.900 C.V., dont plus de 80 pour cent furent commandés après la formation des communes.

La conservation des eaux est le nerf de la production agricole. Ces travaux hydrauliques ont donné à l'agriculture un aspect nouveau. Dans les premières années de la Libération, la production de la majeure partie des terres irriguées de la province dépendait entièrement des caprices atmosphériques. L'irrigation n'était plus assurée que pour une superficie n'atteignant même pas 10 millions de mous. En 1957, il n'y avait toujours que 14 millions de mous, mais ce chiffre passa en 1963 à 24 millions de mous. Lorsque l'on aura adjoint à toutes les installations hydrauliques existantes la construction des projets subsidiaires nécessaires et que tout sera mieux aménagé et fonctionnera de façon efficace, la superficie des terres dont l'irrigation est garantie sera d'environ 30 millions de mous, soit en gros environ 90 pour cent de la superficie irriguée de la province.

Ces dernières années, en plus de la réalisation sur une grande échelle de l'électrification et de la mécanisation dans la conservation des eaux (comprenant à la fois le drainage et l'irrigation), la mécanisation partielle dans l'agriculture a également été introduite. L'emploi des tracteurs et des outils agricoles de type nouveau s'est sensiblement accru.

Deuxièmement, les méthodes culturales furent améliorées sur une large échelle conformément à la planification. Augmenter la production agricole par l'amélioration des méthodes d'exploitation a toujours constitué l'aspiration commune des paysans, difficilement réalisable quand prévalait l'exploitation individuelle. Extrêmement faible, l'exploitation individuelle du passé n'était pas en mesure d'opérer une réforme des techniques agricoles, les risques à courir étant trop élevés pour être affrontés. La main-d'œuvre et les ressources

limitées interdisaient, même aux coopératives agricoles, de s'engager dans les efforts exigés par une réforme de grande envergure. Toutefois, depuis l'établissement des communes populaires, une force de travail collective renforcée et de meilleures installations hydrauliques ont permis à toutes les régions d'entreprendre intensivement et avec succès l'expérimentation des techniques agricoles nouvelles. Nombreux sont les districts et les communes disposant d'un certain nombre d'agrotechniciens; la plupart aussi ont mis sur pied des stations agrotechniques. Ces dernières ont joué un grand rôle dans la plantation serrée rationnelle, la recherche de meilleures espèces de semences et leur popularisation, la bonification du sol ainsi que dans les réformes des systèmes et méthodes culturales. Elles se sont très bien acquittées de cette tâche. Dans beaucoup de régions, des efforts énergiques furent déployés, avec des résultats remarquables, pour la culture et la diffusion des bonnes espèces de semences de riz. Dans de nombreux districts, depuis l'échelon du district lui-même jusqu'aux équipes de production, en passant par les communes et les brigades de production, on a introduit un système dans lequel un personnel spécial fut désigné pour prendre soin des semences, tandis que des terres étaient spécialement affectées à leur culture. La sélection des semences, la culture et la diffusion des semences améliorées sont devenues une activité de masse.. Par exemple, les variétés de riz précoce semé dans la province avaient beaucoup de défauts. Malgré tout, en récompense du travail fourni dans ce domaine durant ces dernières années, de bonnes espèces de semences de riz précoce ont pu être introduites dans la plupart des régions de la province, faisant ainsi augmenter la production de riz précoce.

Une plantation serrée rationnelle avait déjà été encouragée pour le repiquage du riz, durant la période des coopératives agricoles, mais n'avait pas pu se développer sur une vaste échelle. Après l'établissement des communes populaires, leur direction énergique et l'élan qu'elles imprimèrent, joints aux expériences et aux exemples encourageants fournis par les stations agrotechniques, rendirent possible l'introduction progressive des formules de plantation serrée, adaptées aux différentes régions et aux variétés de semences employées. La plantation serrée rationnelle du riz est devenue une pratique courante pour les paysans. A l'heure actuelle, elle se trouve appliquée pratiquement sur toute l'étendue de la province.

Troisièmement, sous la direction unifiée et la planification générale des communes populaires, les ressources furent mieux et plus pleinement exploitées, la main-d'œuvre et la terre utilisées plus rationnellement; une économie rurale diversifiée répondant aux exigences des différentes localités se développa, provoquant un accroissement général de la production agricole et subsidiaire. Nous nous trouvons ici devant un indice de valeur montrant que l'agriculture a su se libérer graduellement des limites inévitables de la petite exploitation. Au cours des dernières années, de nombreuses communes de la province ont réussi à ce que leurs équipes prennent dans le domaine de la production des mesures excellentes. Les régions productrices de grains marchands ont concentré leurs efforts sur la production de récoltes vivrières tout en développant l'élevage. Les régions se consacrant aux cultures industrielles donnèrent également des céréales, tandis qu'une plus grande superficie était affectée aux arachides et à la canne à sucre. Les fermes suburbai-

nes ont concentré leurs efforts sur l'accroissement de la production maraîchère, des oies et des canards, tandis qu'elles prenaient des dispositions pour que leur main-d'œuvre excédentaire soit employée dans les transports sur courtes distances et autres activités saisonnières subsidiaires.

Notons que durant la période des coopératives agricoles, des lopins de terre de différentes coopératives, imbriquées les unes dans les autres, rendaient l'utilisation rationnelle, l'exécution de grands travaux hydrauliques, la mécanisation ou l'électrification malaisées. Beaucoup de régions auraient souhaité à l'époque pouvoir résoudre ce problème, mais à cause des divergences de vues entre les coopératives, rien n'avait été entrepris. Après l'établissement des communes, on fit une répartition plus rationnelle des terres, ce qui permet actuellement de traiter les problèmes de manière plus satisfaisante.

Quatrièmement, en développant l'esprit communiste d'entraide et de coopération, et en maintenant le principe "à chacun selon son travail", et celui des échanges équivalents, des efforts énergiques furent déployés pour aider les équipes les plus pauvres à développer leur production en sorte qu'il fut donné à tout le monde la possibilité de s'engager progressivement sur la voie de la prospérité. En conséquence, les équipes aisées jouissant de conditions de production relativement favorables et de revenus relativement élevés deviennent plus riches, tandis que les équipes pauvres ayant des conditions de production relativement défavorables et des revenus relativement bas ont pu échapper à leur pauvreté et à l'état arriéré d'autrefois et combler leur retard. Dans la province du Kouangtong, quand les communes furent pour la première fois établies, plus du quart des équipes

de production rentrait dans la catégorie la plus pauvre. Aujourd'hui, de telles équipes ne représentent plus qu'un sixième du total, soit une réduction de 30 à 40 pour cent au cours de ces cinq dernières années. De pareilles équipes ne se trouvent plus qu'en petit nombre dans toute la province.

La commune populaire de Sinhoua dans le district de Houahsien, débuta avec 129 équipes aisées. Dans les cinq années qui suivirent son établissement, grâce aux améliorations des conditions agricoles, plus de 85 pour cent de ces équipes de production augmentèrent leur rendement et leur revenu annuels. Dans les trois dernières années, elles élevèrent toutes leur production et leur revenu.

Ces cinq dernières années, au cours des efforts déployés pour aider les équipes plus pauvres, la Commune de Sinhoua a amélioré à tous points de vue ses méthodes de direction et a organisé activement la coopération entre les équipes, basée sur le principe des échanges équivalents. Elle a également affecté 590.000 yuans tirés des fonds publics d'accumulation (cette somme en représente environ le dixième) pour aider les équipes plus pauvres à résoudre leurs difficultés de production. Aujourd'hui, la presque totalité — soit 96 sur 98 — de ces équipes plus pauvres ont une production améliorée et connaissent une situation meilleure.

La brigade Tongking de cette commune compte plus de 600 familles. Par le passé, elle souffrait de la sécheresse neuf années sur dix et ses rizières ne donnèrent jamais plus de 150 kilos de riz par mou. Ces dernières années cependant, sa production de riz ne cessa d'augmenter. Avec l'aide de la commune, elle s'attela résolument aux problèmes de l'hydraulique agricole et

prit des mesures pour niveler les terres arables, pour introduire des techniques de culture soignée, pour améliorer les variétés de semences utilisées et pour développer une économie diversifiée. En cinq ans, sa production de riz s'éleva en moyenne de plus de 30 pour cent par an, et en 1963 elle accomplissait le plan pour avoir atteint le rang de "brigade des 500 kilos par mou". Alors qu'en 1957, cette brigade devait encore acheter 250.000 kilos de riz à l'Etat, elle était capable en 1962 de lui en vendre 615.000 kilos.

Cinquièmement, le bien-être matériel des membres de la commune s'est vu en général amélioré tandis qu'un changement radical s'était opéré dans l'état d'esprit des masses paysannes. Durant les cinq ans qui suivirent l'établissement des communes, et plus particulièrement ces deux dernières années, la vie de l'ensemble des membres de la commune connut une nette amélioration. Les documents rassemblés dans le district de Nanhai illustrent particulièrement notre propos. Pris dans le réseau de voies d'eau du delta de la rivière des Perles, ce district jouit en général de conditions d'exploitation assez favorables et ses paysans ne se trouvent pas fort en deçà des normes de la province. Mais, avant que ne soient établies les communes, la production y demeurait instable parce que les problèmes de drainage et d'irrigation n'avaient pas encore trouvé de solution fondamentale. La stagnation des eaux était un phénomène fréquent, alors qu'une partie des terres hautes souffrait perpétuellement de la sécheresse. Lorsque les communes furent établies dans cette région, le peuple s'attela à un certain nombre d'ouvrages hydrauliques de grande envergure et, après cinq années de travail acharné, il avait installé un réseau bien serré de drainage et d'irrigation à com-

mande électrique, qui sillonnait le district. Cela apporta un changement radical aux conditions naturelles. Ajoutées à l'introduction active de semences améliorées et de méthodes culturales perfectionnées, ces mesures ont amené un accroissement substantiel de la production agricole. La production totale des rizières du district passa de 147,5 millions de kilos en 1957 à 251,5 millions de kilos en 1963, soit un accroissement de plus de 70 pour cent. Rien qu'en 1963, la production de riz enregistrait un accroissement de 57 millions de kilos, soit une moyenne d'augmentation de plus de 100 kilos par mou pour les 520.000 mous de terres cultivées du district. La production de cultures industrielles a aussi été rétablie et accrue rapidement. Dans les occupations subsidiaires, l'augmentation du nombre de porcs, de poulets, de canards et d'oies fut également très rapide. L'accroissement de la production a correspondu à une élévation considérable du revenu collectif; le montant du revenu monétaire distribué par la collectivité à ses membres en 1963 avait approximativement doublé par rapport à 1957. Bien que la consommation de céréales par habitant dans le district ait toujours été relativement élevée, elle enregistra en 1963 une augmentation de 20 pour cent par rapport à 1957. Le pouvoir d'achat des membres des communes a, lui aussi, beaucoup augmenté; comparées à 1958, les ventes au détail s'étaient accrues de 50 pour cent en 1963. Les paysans du district de Nanhai jouissaient déjà d'un niveau de vie relativement élevé pour la province du Kouangtong. Mais c'est surtout après l'établissement des communes populaires qu'ils purent élever leurs niveaux dans de telles proportions. Rien d'étonnant à ce qu'ils soient très satisfaits de leurs communes.

Ce sont les conditions de la vie en société qui déterminent la conscience des hommes. La commune populaire est une institution toute neuve dont l'apparition doit immanquablement marquer une révolution dans l'esprit des masses paysannes. Leur sort est lié de plus en plus étroitement à la puissante base matérielle fondée par les communes populaires et elles s'attachent davantage à l'idée de confiance dans l'effort collectif. Les positions du socialisme s'en sont donc trouvées consolidées dans nos campagnes. Depuis leur établissement, les communes, leurs brigades et équipes de production, se sont alignées pour la distribution du revenu sur le principe: "de chacun selon sa capacité, à chacun selon son travail" et "celui qui travaille davantage reçoit davantage, celui qui ne travaille pas n'est pas nourri". En même temps, une somme raisonnable est prélevée, en fonction de l'élévation de la production, pour être versée par les communes aux fonds publics d'accumulation et de bien-être. Une partie de ces fonds a également été utilisée pour aide les équipes plus pauvres et les familles traversant de difficultés, afin qu'elles soient en mesure de développe la production. La coopération dans la production parm les équipes de production a été largement organisée e s'est fixé le même objectif. Les membres qui sont âgés o physiquement faibles, les orphelins, les veuves ou ceux qui sont invalides, de même que ceux dont la famille connaît des difficultés matérielles, bénéficient de l'attention des communes qui leur assurent travail, subsistance, vie décente. Il devient ainsi possible pour toutes les équipes de production d'une commune de s'engager graduellement sur le chemin de la prospérité générale et pour tous les membres de la commune, sans exception, d'avoir une existence sûre qui va chaque jour s'amélio-

rant. . Le clivage social riches-pauvres, inévitable dans le cadre d'une petite économie paysanne, peut ainsi être évité. Tout cela, ajouté à la fusion de l'administration du gouvernement local et de la direction de la commune, a fait progresser l'éducation politique et idéologique chez les membres de la commune et a eu incontestablement sur les esprits un effet puissant. La grande masse des membres des communes, a donc acquis une mentalité axée davantage sur le socialisme et le patriotisme. Que ce soit un simple membre de la commune, que ce soit un membre de la direction et quelque soit l'échelon de celui-ci, chacun se fait aujourd'hui un devoir de vendre sans délai à l'Etat, selon la quantité fixée et la qualité exigée, leurs produits agricoles et ceux provenant des activités familiales subsidiaires. Aujourd'hui, les jeunes, hommes et femmes considèrent comme un devoir sacré de s'enrôler dans les milices populaires et de garder les frontières en coordination avec l'Armée populaire de Libération. Ces dernières années, nos milices populaires se sont d'elles-mêmes jetées héroïquement dans le combat et ont rendu des services remarquables dans la lutte contre les agents secrets des Etats-Unis - Tchiang Kaï-chek, qui essayaient de harceler les régions côtières. La confiance dans les efforts collectifs et l'amour pour la collectivité sont devenus des pratiques sociales de plus en plus répandues et profondément enracinées. On a également développé l'esprit communiste suivant lequel les collectivités et les individus s'entraident et se préoccupent de leur sort mutuel. La mentalité et les habitudes paysannes acquises pendant les longues années du régime de la petite propriété privée se transforment rapidement sous le système de la commune populaire. Voilà qui est significatif et plein de garanties pour la victoire du

socialisme et le passage futur de notre pays au communisme.

Cinq années ne sont qu'un instant pour l'histoire, mais au cours de cette brève période écoulée se sont déjà manifestés, par de grandes réalisations, les premiers signes révélateurs d'une supériorité sans égale de la commune populaire en tant qu'institution. On peut affirmer que sans les communes populaires, réaliser le moindre des points mentionnés ci-dessus aurait présenté d'énormes difficultés. On peut également certifier que dans leur avance continuelle, les communes populaires n'arrêteront pas de faire preuve de leur supériorité et remporteront des succès toujours plus éclatants.

III. Le caractère et le système d'administration de la commune populaire à l'étape actuelle

La commune populaire est une grande création dans notre pays et doit, en l'occurrence, connaître un processus d'amélioration progressive. Dès le mois d'août 1958, la nature et les principes fondamentaux de la commune populaire furent clairement énoncés par le Comité central du Parti communiste chinois dans la "Résolution sur l'établissement des communes populaires dans les régions rurales". Elle souligne que le système de propriété des communes populaires, lesquelles combinent l'administration du gouvernement local avec la direction de la commune, est encore une formule de propriété collective socialiste et que dans la répartition, on applique le principe "à chacun selon son travail". De plus, elle indique que même après le passage à la propriété par le peuple

tout entier, les communes populaires seront encore de caractère socialiste, et qu'il y régnera comme dans l'industrie de propriété étatique, le principe "de chacun selon ses capacités, à chacun selon son travail".

En décembre de la même année, la "Résolution sur quelques questions concernant les communes populaires" adoptée par le VIIIe Comité central du Parti communiste chinois à sa VIe session plénière, précisait de nouveau que les communes populaires devaient, à l'étape actuelle, continuer à maintenir la propriété collective socialiste et le principe "à chacun selon son travail". Elle expliquait également en détail les différences et corrélations existant entre les deux sortes de propriété socialiste — propriété collective et propriété par le peuple tout entier — ainsi qu'entre le socialisme et le communisme. Par la suite, le Comité central du Parti et le camarade Mao Tsé-toung firent au fur et à mesure le bilan des expériences acquises depuis l'établissement des communes populaires et soulevèrent les problèmes suivants: direction unifiée, gestion partagée entre les différents échelons des communes populaires et désignation des équipes de production comme unités de base. A maintes reprises, ils soulignèrent la nécessité d'appliquer consciencieusement et à fond les principes "à chacun selon son travail" et d'échange équivalent; en outre, à la lumière des problèmes surgis au cours du travail pratique, ils élaborèrent une série de mesures politiques au sujet des communes populaires. C'est ainsi que furent améliorés la politique et les règlements relatifs aux communes populaires. En suivant cette série de décisions adoptées par le Comité central du Parti, les communes populaires de la province du Kouangtong ont, ces cinq dernières années, surmonté les insuffisances et erreurs

existant dans le travail pratique et assuré ainsi un progrès continu dans la bonne voie.

Les communes populaires rurales ont été établies sur la base de la fusion des coopératives agricoles de production. Comme les coopératives de forme supérieure, les communes à leur stade actuel se caractérisent par la propriété collective socialiste et continuent à appliquer les principes "à chacun selon son travail" et d'échange équivalent. Elles ont repris et amélioré certains règlements efficaces ainsi que des méthodes de gestion et d'administration qui avaient été adoptés par les coopératives de forme supérieure et qui sont encore applicables aujourd'hui, tels le système de responsabilité déterminée dans la production, le système de gestion par des normes de production et le système de distribution de points de travail, en fonction de la quantité et de la qualité du travail accompli. En Chine, les coopératives agricoles de production de forme supérieure jouent un rôle important dans la collectivisation agricole. Leur expérience très appréciable a considérablement aidé au développement de la production agricole. Nous devons naturellement reprendre et développer tous les éléments positifs et rationnels des coopératives de forme supérieure et non pas adopter une attitude négative à leur égard.

Les communes populaires sont des organisations de plus grande envergure et d'une nature socialiste plus développée que les coopératives agricoles de forme supérieure; leur contenu est nouveau en différents points. Elles sont organisées sur une plus grande échelle et à un plus haut niveau de propriété collective. En certains endroits, la commune populaire comprend deux échelons, la commune et l'équipe de production, tandis

qu'en d'autres il en existe trois, à savoir: la commune, la brigade de production et l'équipe de production. En d'autres termes, la propriété au niveau de la commune dépasse celle des brigades de production, lesquelles égalent en envergure les coopératives agricoles de forme supérieure. L'équipe de production, qui vient après la brigade de production, est encore un autre niveau de propriété et constitue l'unité budgétaire de base de la commune. Les avantages que présentent les communes populaires du fait de leur plus grande envergure et de leur nature socialiste plus développée ainsi que du système d'organisation plus perfectionné par rapport aux coopératives agricoles de production de forme supérieure, ont considérablement accru la main-d'œuvre, le matériel et les ressources financières de l'économie collective et ont énormément consolidé leur direction. Les communes populaires ont donc rompu les limites des coopératives de forme supérieure, et par là, facilité la planification unifiée et sur une plus grande échelle de plusieurs activités dans la production et la construction ainsi qu'elles ont facilité l'accroissement des fonds, le déploiement de la force de travail, l'organisation d'activités coordonnées et la mise sur pied de projets que les coopératives agricoles de production n'auraient pu entreprendre.

Sans la main-d'œuvre, le matériel et les ressources financières relativement plus importantes des communes populaires, il aurait été impossible à la province du Kouangtong d'obtenir les immenses succès qu'elle a enregistrés ces dernières années dans les travaux hydrauliques. Prenons comme exemple la région administrative spéciale de Tchankiang, handicapée par des conditions naturelles fort mauvaises et des calami-

tés naturelles fréquentes. En s'appuyant sur la force des communes populaires et en travaillant avec ardeur pour rendre le pays prospère, les paysans de cette région ont construit au cours des cinq années écoulées un grand nombre d'ouvrages hydrauliques. Parmi ceux-ci, citons: 8 grands réservoirs d'une capacité de plus de 100 millions de mètres cubes chacun, 40 réservoirs de grandeur moyenne d'une capacité de plus de 10 millions de mètres cubes par unité et 25 ouvrages de dérivation, capable d'irriguer chacun plus de 10.000 mous de terres arables. Grâce à ces travaux, la superficie totale irriguée a plus que doublé. Lorsque tous ces ouvrages seront complétés par la construction de tous les projets subsidiaires nécessaires, le problème de l'irrigation de toute la région sera pratiquement résolu. Le coût total de ces travaux (main-d'œuvre et matériaux compris) se montera à environ 600 millions de yuans, dont l'investissement d'Etat (y compris les apports de la région administrative spéciale et des districts) s'élève à 30 pour cent, soit 180 millions de yuans. La majeure partie des 70 pour cent restants est couverte par les communes qui ont organisé la coopération entre les différentes équipes de production, et par le travail fourni par les membres de la commune.

Par exemple, dans le delta de la rivière des Perles, région productrice de céréales, les terres étaient constamment submergées du fait qu'elles se situaient en aval de la rivière. Ces quatre dernières années, un réseau de drainage et d'irrigation a été construit, doté d'installations d'une capacité de 181.000 Kw et pouvant desservir en gros une superficie de 6 millions de mous. La question de drainage et d'irrigation est ainsi fondamentalement résolue. Le coût total de ces travaux atteint

environ 150 millions de yuans. Les investissements faits par le gouvernement central et les gouvernements de province représentent 60 millions; les régions administratives spéciales, les districts et les communes respectifs ont fourni le reste.

La construction d'ouvrages hydrauliques plus importants requiert un plan unifié parce qu'il est possible que certaines régions bénéficient plus que d'autres de ces travaux et même qu'une partie des terres qui y sont en culture soit perdue, submergée par les eaux, ou pour d'autres causes en relation avec les ouvrages en question. Sans la direction unifiée des communes populaires et la coordination à l'intérieur même du réseau des communes, suivant les principes de participation volontaire et de profit mutuel, il est très difficile de résoudre de telles contradictions entre régions et unités de production. De même, c'est en mettant pleinement à profit leur plus grande envergure et leur nature socialiste plus développée que les communes populaires ont fait de remarquables progrès dans la construction d'ouvrages hydrauliques sur une plus vaste échelle, dans l'emploi plus généralisé d'engrais chimiques et d'autres produits chimiques agricoles, dans la mécanisation et l'électrification de l'agriculture, l'intensification de la réforme technique, l'utilisation intégrale de leurs ressources pour développer une économie variée enfin dans l'aide apportée aux plus pauvres de leurs équipes pour accroître la production.

A l'étape actuelle des communes populaires, l'équipe de production est l'unité budgétaire de base. Chaque équipe a sa propre comptabilité et est responsable de ses pertes et profits. Le principe de répartition "à chacun selon son travail" est appliqué dans les équipes de

production et le principe d'échange équivalent est observé entre les différentes équipes d'une commune donnée et entre les équipes et la commune dans son ensemble. Ce procédé est absolument conforme au stade actuel des forces productives en Chine et au développement de la production dans les équipes de production.

Comme nous venons à peine de commencer la mécanisation de l'agriculture, l'essentiel des travaux agricoles est toujours accompli par l'homme et les bêtes de trait et l'équipe de production est encore l'unité qui organise directement la production. Dans ces conditions, l'équipe de production fonctionnant comme unité budgétaire de base, l'unité qui organise directement la production et l'unité budgétaire de base n'en font qu'une. Cela permet d'accroître l'enthousiasme au travail des équipes de production et de l'ensemble des membres de la commune. En même temps, comme les diverses équipes se trouvent en fait à des niveaux de développement économique différents, la désignation des équipes de production comme unités budgétaires de base signifie que l'on reconnaît que des différences existent entre elles et que l'on évite l'égalitarisme.

Du temps de la coopérative agricole de production, l'unité budgétaire de base était la coopérative et la répartition des produits était effectuée par celle-ci; l'équipe de production, qui organisait directement la production, n'était au fond que l'unité qui effectuait le travail de production suivant un nombre de journées-travail fixes et non l'unité budgétaire de base. De ce fait, la répartition et la production n'étaient pas organisées en concordance l'une avec l'autre, ce qui était irrationnel. Il en résultait que l'on ne parvenait pas toujours à tenir compte des dif-

férences entre les équipes de production lors de la répartition, ce qui émoussait l'enthousiasme des équipes de production et des membres de la coopérative. A cette époque, pour résoudre ce problème, la coopérative agricole de production avait adopté la méthode consistant à fixer le nombre de journées-travail, le montant de la récolte et le prix de revient, à accorder une prime pour un excédent de production et d'attribuer de façon durable la terre, de la main-d'œuvre, des instruments agricoles et des bêtes de trait aux différentes équipes de production. Mais une question n'était toujours pas résolue de façon complète: celle de la distinction à faire entre les équipes de production. Dans les premiers temps de l'établissement des communes populaires, ce problème n'avait pas pu être résolu immédiatement. Le Comité central décida alors que la commune populaire ferait de l'équipe de production l'unité budgétaire de base. Cela signifiait qu'il avait établi le bilan des expériences faites durant la période de la coopérative agricole de production de forme supérieure et durant les premiers temps de l'établissement des communes populaires. Cette mesure permit de résoudre à la fois les problèmes en suspens qui dataient du temps de la coopérative de forme supérieure et ceux nés au cours de l'avance des communes populaires. Cette mesure engagea l'économie collective sur la vie correcte l'un développement sain. A Canton, dans un certain nombre de communes, de bons résultats ont été obtenus en faisant de la brigade de production l'unité budgétaire de base; à la demande des masses et après approbation par les autorités supérieures, ce système a dans la suite été maintenu.

Ces dernières années, l'écrasante majorité des communes populaires ont fait des équipes de production

leurs unités budgétaires de base; ceci a accru énormément l'enthousiasme et l'initiative des équipes pour développer la production collective et consolider l'économie collective et, du même coup, a stimulé le relèvement et le développement de la production agricole. L'économie collective des équipes de production est partout consolidée, leurs fonds publics d'accumulation se sont accrus et, de ce fait, elles possèdent maintenant davantage de bêtes de trait, d'instruments aratoires et autres moyens de production. Bon nombre d'équipes ont acheté des pompes et diverses machines agricoles modernes. Pendant une période encore relativement longue, la plupart des communes devront continuer avec trois niveaux de propriété [propriété des moyens de production par l'équipe de production, la brigade de production et la commune], en prenant les équipes de production pour unités budgétaires de base, et devront concentrer leur travail sur le renforcement et le développement énergiques de l'économie collective des équipes de production.

Dans la plupart des cas, une partie seulement de la propriété des moyens de production échoit à la brigade de production et à la commune. Néanmoins, c'est déjà un élément d'importance. Le rôle de la propriété à l'échelon de la commune se manifeste nettement dans les grands succès mentionnés plus haut, qui ont été remportés au cours des cinq premières années par les communes populaires. Voyons maintenant, à la lumière des expériences de la province du Kouangtong, quel rôle joue la propriété à l'échelle de la brigade de production. En règle générale, les brigades de production équivalent en envergure aux coopératives agricoles de production de forme supérieure. Après l'établissement des communes populaires, la brigade de production constitue

encore un échelon du système de propriété et joue un rôle très important en tant que lien entre la commune, organisation supérieure, et les équipes de production, organisations inférieures; elle est aussi l'unité dans laquelle le Parti communiste a son organisation de base —la cellule du Parti. Dans le cas de la province du Kouangtong, les équipes de production étant petites et chaque commune englobant beaucoup d'équipes, il est très difficile aux communes de leur donner une direction convenable sans l'aide des brigades de production. En outre, il est également nécessaire que les brigades de production fournissent une aide concrète aux équipes dont les ressources sont limitées et renforcent sans cesse leur direction. Dans la production, la brigade devra aussi organiser d'une manière unifiée les activités de production nécessitant la coopération entre différentes équipes, de même que les entreprises et les services d'utilité publique gérés en commun par plusieurs équipes. Les brigades de production et les communes ont maintenant réuni une somme considérable dans les fonds publics d'accumulation et développé l'économie gérée par la brigade ou la commune qui, bien que de modeste importance actuellement, joue déjà un rôle positif et offre à la longue de brillantes perspectives. A mesure que l'économie aux différents échelons de la commune se consolide et se développe, les fonds d'accumulation aux niveaux de la brigade et de la commune doivent être graduellement accrus en temps opportun, tandis que l'économie gérée par la commune et la brigade se développera peu à peu. Il est bien entendu que l'économie aux échelons de la commune et de la brigade ne doit pas être actuellement développée trop rapidement et il n'est surtout pas permis de l'accroître aux dépens de

celles des équipes de production. Si nous réglons correctement ces rapports, l'économie collective des communes populaires se développera rapidement et l'économie aux différents échelons s'accroîtra en conséquence.

A présent, la plupart des communes populaires possèdent ce type de propriété à trois échelons qui permet aux communes, brigades de production et équipes de production de jouer pleinement leur rôle. C'est ce qui leur a permis de trouver une solution juste aux problèmes de la direction unifiée dans le cadre de la commune et de donner libre cours à l'initiative des unités qui organisent directement la production. Cela s'adapte exactement à la situation réelle des campagnes d'aujourd'hui. On estime qu'un temps relativement long s'écoulera avant que le niveau croissant des forces productives agricoles et un développement plus poussé de l'économie aux niveaux de la commune et de la brigade aient créé les conditions adéquates pour faire de la brigade de production, plutôt que de l'équipe de production, l'unité budgétaire de base. Après une autre période, la commune deviendra l'unité budgétaire de base. De la sorte, les avantages que présentent les communes populaires du fait de leur plus grande envergure et de leur nature socialiste plus développée s'affirmeront plus pleinement.

La commune populaire est une organisation qui combine l'administration gouvernementale locale avec la gestion de la commune. A la lumière de l'expérience pratique recueillie dans diverses parties de la province du Kouangtong, les communes populaires ont largement renforcé la direction politique et économique de l'Etat sur l'économie collective. Des cadres travaillant à l'échelon de la commune et ceux occupant des postes-clés dans les brigades, sont des fonctionnaires gouverne-

mentaux en même temps que des cadres d'organisations économiques collectives. Cela contribue beaucoup au renforcement de la direction du Parti et de l'Etat sur l'économie collective et rend possible à l'organe de base du pouvoir d'Etat d'organiser et de diriger directement la production et partant, de mieux jouer son rôle dans la direction de l'économie collective. Les communes populaires exercent les fonctions d'organes de base du pouvoir d'Etat et d'organisations économiques collectives. En ce sens, elles diffèrent des organes de base du pouvoir d'Etat antérieurs au mouvement des communes, mais aussi des coopératives de forme supérieure qui étaient de pures organisations économiques. Elles sont responsables à la fois politiquement et économiquement; elles doivent, en tant qu'organes de base du pouvoir d'Etat, mobiliser politiquement les masses et d'autre part, organiser et diriger directement la production. De plus, elles doivent veiller à l'accomplissement des tâches fixées par l'Etat et prendre également soin des moyens d'existence du peuple. De cette manière, la politique du Parti peut être diffusée parmi les masses et être mise en application de façon plus adéquate, tandis que la planification générale et les aménagements unifiés d'une économie collective peuvent être exécutés plus facilement. En ce qui concerne les relations existant entre l'Etat et l'économie collective, les communes populaires peuvent mieux associer les intérêts de cette dernière avec le plan d'Etat, facilitant ainsi la planification socialiste de l'économie. Les investissements de l'Etat destinés à la construction de base pour l'agriculture et à d'autres entreprises gérées par les communes, aident à la généralisation progressive des travaux hydrauliques, de l'emploi des engrais chimiques et autres

produits chimiques agricoles, ainsi qu'à la mécanisation et à l'électrification de l'agriculture.

L'apparition de cette nouvelle forme d'organisation sociale — la commune populaire — constitue pour l'agriculture un autre bond qui fait suite au mouvement de coopération. Dirigée et éduquée par le Parti, la large masse des membres des communes a façonné son histoire. Les paysans ont créé ce type nouveau d'organisation sociale qu'est la commune populaire, et après cinq ans de pratique, une fois établi le bilan de leurs expériences, ont perfectionné le système. Il faut entendre par là qu'ils ont acquis une meilleure intelligence des lois de développement des communes populaires, ce qui doit nécessairement amener une puissance matérielle plus grande et un renforcement encore plus marqué des positions socialistes dans les régions rurales.

IV. La lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste

Toute l'histoire du mouvement de la collectivisation agricole dans notre pays est celle des luttes de classes dans les régions rurales. C'est la caractéristique de l'organisation des équipes d'entraide et des coopératives dans la première période, ainsi que de l'établissement des communes populaires dans la période ultérieure. On assista pendant les cinq ans qui suivirent la naissance des communes populaires, parallèlement à la lutte de classe, à l'inlassable éducation et rééducation des paysans dans l'idéologie prolétarienne.

La large masse des paysans pauvres, des paysans moyens de la couche inférieure et autres paysans accueil-

lit chaleureusement l'ampleur et la nature socialiste plus développée des communes populaires, la manifestation immédiate de leurs immenses avantages ainsi que de leurs remarquables réalisations. Les paysans firent preuve d'une grande initiative pour adhérer aux communes populaires et défendre fermement les intérêts de l'économie collective. Les éloges qu'ils adressent aux communes sont enthousiastes, ils les considèrent comme la voie largement ouverte au progrès qui leur permettra de se débarrasser, une fois pour toutes, de la pauvreté et de l'état arriéré des campagnes. Par ailleurs, en ce qui concerne le renversement de la classe des propriétaires fonciers féodaux et des paysans riches, le mouvement des communes populaires constitue un autre coup porté à leurs tentatives de restauration d'un style de vie parasitaire. N'admettant pas leur échec, certains d'entre eux s'engagèrent dans des activités de sabotage, en sapant la production collective, en lançant des rumeurs pour tromper les masses, en exploitant des croyances féodales et patriarcales pour accomplir leur dessein, en corrompant et dénigrant les cadres, voire en usurpant la direction. Tout cela dans le but de restaurer leur pouvoir. Quelques paysans moyens aisés enclins à une grave tendance au capitalisme essayèrent par différents procédés de servir leurs intérêts personnels au dépens de l'économie collective, de l'affaiblir et de la désintégrer. Ils tentaient par là de prendre la voie capitaliste. Telle est la réalité objective de la lutte de classe dans les campagnes. Elle est inéluctable et implacable. Comme le fit remarquer la dixième session plénière du Comité central issu du VIIIe Congrès du Parti communiste chinois, "durant toute la période historique de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, durant toute la période histori-

que de la transition du capitalisme au communisme se déroulent une lutte de classe opposant le prolétariat à la bourgeoisie, une lutte entre la voie socialiste et la voie capitaliste". De nombreux faits éloquents prouvent que cette affirmation est une vérité irréfutable.

Sous la direction du Parti communiste chinois et du prolétariat, les paysans chinois ont acquis un esprit révolutionnaire très élevé. Ils constituèrent en Chine la force principale de la révolution démocratique contre l'impérialisme, le féodalisme et le capitalisme bureaucratique. Et depuis la victoire de la révolution démocratique populaire à l'échelle nationale, ils ont pris une part active à la grande révolution socialiste. C'est en comptant sur l'initiative révolutionnaire des paysans qu'on a pu réaliser avec succès la réforme agraire et dans la suite établir sans heurts des coopératives agricoles. Au cours de ces luttes révolutionnaires de longue haleine, des liens de profonds sentiments révolutionnaires se nouèrent entre les paysans et le Parti qui jouit parmi eux d'un grand prestige. Les paysans, en particulier les paysans pauvres et les paysans moyens de la couche inférieure, constituent les alliés les plus fermes et les plus sûrs de la classe ouvrière chinoise. Après avoir accompli la collectivisation dans les campagnes, le Parti a sans cesse tenu en échec les forces capitalistes rurales et les forces féodales qui subsistaient, en continuant à s'appuyer sur les paysans pauvres et les paysans moyens de la couche inférieure, à s'unir aux paysans moyens et à s'appuyer sur les forces organisées. Disposant de l'arme puissante que constitue la commune populaire, la dictature du prolétariat peut être renforcée plus solidement dans les campagnes, tandis qu'est maîtrisé plus facilement le développement spontané des forces capitalistes dans les

régions rurales. Ainsi, dans la lutte où l'une des deux voies "l'emportera", et qui nécessitera encore beaucoup de temps, la victoire du socialisme sera plus fermement assurée sur le plan de l'organisation et des institutions. Aussi longtemps que nous rendrons pleinement opérants les avantages des communes populaires, il ne fait aucun doute que nos forces de production agricoles se développeront à un rythme qui ira s'accélérant et que, de jour en jour, les positions du socialisme dans les campagnes seront plus solidement assises. De plus, le système des communes populaires servira également de guide pour le passage ultérieur du socialisme au communisme, dans les campagnes. Tel est le grand idéal qui nous inspire, telles sont les grandes lignes de notre progression."

Il ne s'est écoulé qu'un temps relativement court depuis que la large masse des paysans s'est engagée dans la voie de la collectivisation. Il est impossible, en un laps de temps aussi bref, d'apporter un changement radical dans l'esprit des petits producteurs imbus depuis des millénaires de l'idée de propriété privée et enracinés dans leurs habitudes. Toutefois des changements fondamentaux ont eu lieu depuis l'établissement des coopératives et la transformation du paysan individuel en paysan collectif.

Néanmoins, avant que ne se réalise dans les régions rurales la propriété du peuple tout entier, les paysans resteront des paysans et, jusqu'à un certain point, seront condamnés à cette dualité de nature, même une fois engagés dans la voie socialiste. Les tendances capitalistes apparaissent constamment et deviennent parfois très graves, particulièrement lorsqu'il s'agit des paysans moyens aisés. Il se déroule une lutte perpétuelle entre les tendances capitalistes des paysans moyens aisés et

l'orientation socialiste à laquelle tiennent fermement les paysans pauvres et les paysans moyens de la couche inférieure. Un travail idéologique et politique de longue haleine doit être poursuivi afin que soient définitivement éliminées les conceptions révolues, apanage des petits producteurs et dont les paysans, particulièrement les paysans moyens aisés, continuent d'être imprégnés. Telle est la tâche qui doit être accomplie durant toute la période de transition. Lénine disait: ". . . transformer le petit cultivateur, transformer toute sa mentalité et ses habitudes est l'œuvre de générations entières."[1] Au moment de la Libération, le camarade Mao Tsé-toung écrivait: "Le grand problème, c'est l'éducation des paysans."[2] Pendant le mouvement de coopération agricole, il souligna que "les tendances capitalistes des paysans aisés sont sérieuses. Si nous tolérons le plus petit relâchement du travail politique parmi les paysans, pendant la période du mouvement de coopération et même longtemps après, ces tendances capitalistes sont toujours prêtes à bondir hors de leurs entraves". Il disait en outre: "Les coopératives doivent mettre l'accent sur le travail politique dont la tâche fondamentale est l'inculcation continuelle dans les masses paysannes des idées socialistes et de la critique des tendances capitalistes."[3] L'expérience historique de la transformation socialiste de l'agriculture en Chine a démontré

---

[1] V.I. Lénine: "Rapport sur la substitution de l'impôt en nature aux réquisitions", *Œuvres*, tome 32.

[2] *Œuvres choisies de Mao Tsé-toung*: "La Dictature démocratique populaire", tome IV.

[3] Note extraite du commentaire fait en marge de *La marée montante socialiste dans les régions rurales de Chine.*

la justesse de ces vues exposées par les camarades Lénine et Mao Tsé-toung.

Chacun sait qu'un système social avancé ne peut de lui-même accomplir grand-chose sans un changement d'esprit révolutionnaire des hommes. Notre système socialiste et nos communes populaires sont sans aucun doute excellents, mais, en dernière analyse, il dépend de l'homme lui-même, de son état politique et idéologique, de faire jouer pleinement les avantages du système socialiste et des communes populaires. Sinon, même si le système est bon, on ne pourrait en profiter. Aussi faut-il toujours mettre l'accent avant tout sur la politique. La politique est ce qui dirige et inspire l'action, elle en est l'âme. Tout au long de la collectivisation agricole, nous avons toujours mis au premier plan le travail politique auprès des paysans. En ce sens, nous avons fermement tenu la voie du socialisme et avons sans cesse critiqué et lutté pour faire disparaître de la paysannerie les tendances capitalistes spontanées. A l'avenir, il nous faudra poursuivre la même voie. Nous devons entreprendre l'éducation socialiste qui constitue une tâche stratégique à long terme dans l'édification socialiste et dans le passage ultérieur au communisme, jusqu'à la fin de cette période de transition et jusqu'à l'élimination finale des classes.

A l'heure actuelle, un vaste mouvement d'éducation socialiste des masses se développe dans les campagnes. Il vise à éduquer et à rééduquer les paysans dans une idéologie prolétarienne, à élever le niveau de conscience de classe des masses des paysans pauvres, des paysans moyens de la couche inférieure et des autres paysans, à organiser les paysans pauvres et les paysans moyens de la couche inférieure en une puissante force de classe,

à améliorer l'idéologie des cadres et leur style de travail, à nouer des liens toujours plus étroits entre les cadres et les masses, à prévenir et vaincre la corruption par les idées capitalistes, à démasquer et à écraser les diverses activités de sabotage des ennemis de classe, à consolider les positions socialistes et la dictature du prolétariat dans les régions rurales, ainsi que l'économie collective, à développer enfin la production agricole.

Il est désormais manifeste que d'excellents résultats ont été obtenus là où une éducation socialiste systématique avait été appliquée: des coups sérieux furent portés aux activités corrosives des forces capitalistes et contre l'influence des survivances féodales. La force de classe des paysans pauvres et des paysans moyens de la couche inférieure s'en trouva renforcée, la masse des cadres éleva son niveau de conscience révolutionnaire, améliora sa mentalité et son style de travail, et prit également une part active à la production collective, ce qui rendit plus étroites les relations entre cadres et masses, donnant une impulsion nouvelle à leur initiative politique et à leur enthousiasme pour la production collective.

Une situation excellente s'est dessinée dans les campagnes. Comme l'ont fait remarquer le Comité central du Parti et le camarade Mao Tsé-toung: le mouvement actuel d'éducation socialiste dans les régions rurales constitue une révolution socialiste très profonde, car c'est en même temps un mouvement de rééducation des hommes. Le développement victorieux de ce mouvement et ses progrès continus consolideront grandement les positions socialistes dans les régions rurales ainsi que la dictature du prolétariat, et permettront à notre pays d'éviter tout retour en arrière. Après l'achèvement de

ce mouvement d'éducation, la nation connaîtra une prospérité nouvelle.

Nous sommes au seuil d'un nouvel essor de la production agricole. Grâce à la politique et à la direction justes du Comité central du Parti, les communes populaires avancent de jour en jour sur la voie d'un sain développement tandis que l'économie rurale collective sera consolidée et renforcée dans ces conditions nouvelles. La pratique a clairement démontré ces cinq dernières années la grande vitalité des communes populaires. Le déroulement ultérieur des événements en apportera une preuve encore plus probante.

La commune populaire, grande création du peuple chinois, avance victorieusement.

TABLE DES MATIERES

I. LA COMMUNE POPULAIRE — RESULTAT LOGIQUE DU DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET POLITIQUE EN CHINE 2

II. SUPERIORITE INCOMPARABLE ET SUCCES GRANDIOSES 10

III. LE CARACTERE ET LE SYSTEME D'ADMINISTRATION DE LA COMMUNE POPULAIRE A L'ETAPE ACTUELLE 21

IV. LA LUTTE ENTRE LA VOIE SOCIALISTE ET LA VOIE CAPITALISTE 33

人民公社在前进
陶 鲠著
●
外文出版社出版（北京）
1964年第一版
編号：（注）3050—1033
00025
3-F-635P